



Algérie

PLAN

PRÉSENTATION GÉNÉRALE
ZONE ÉCONOMIQUE
L'ALGÉRIE EN BREF

INDICATEURS DE CONJONCTURE

POLITIQUES
DÉMOGRAPHIQUES
ÉCONOMIQUES
FISCALITÉ
COMMERCE
CROISSANCE

INVESTISSEMENT / DOING BUSINESS
RELATIONS INTERNATIONALES

RISQUES DU PAYS

COMMERCE
INVESTISSEMENT / DOING BUSINESS
COVID
L'ALGÉRIE & LE MAROC
SYNTHÈSE



PRÉSENTATION GÉNÉRALE

ZONE ÉCONOMIQUE UMA

L'UMA a été fondée le 17 février 1989, date à laquelle le Traité constitutif de **l'Union du Maghreb Arabe**, a été signé par les Cinq Chefs d'Etats à Marrakech. Le Sommet de Marrakech a été précédé de la réunion tenue par les Cinq chefs d'Etat maghrébins à Zeralda (Algérie) le 10 juin 1988 au cours de laquelle il a été décidé de constituer une grande Commission, chargée de définir les voies et moyens permettant la réalisation d'une Union entre les Cinq Etats du Maghreb Arabe. Les travaux de cette grande Commission ont constitué par la suite, le Programme de travail à court et à moyen termes de l'UMA.

Le Traité constitutif de l'UMA a fixé les objectifs suivants :

- La consolidation des rapports de fraternité qui lient les Etats membres et leurs peuples ; la réalisation du progrès et du bien-être de leurs communautés et la défense de leurs droits ;
- La réalisation progressive de la libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux entre les Etats membres ;
- L'adoption d'une politique commune dans tous les domaines. En matière économique, la politique commune vise à assurer le développement industriel, agricole, commercial et social des Etats membres ,
- L'institution d'une zone de libre-échange avec le démantèlement de l'ensemble des obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce entre les pays membres ;
- L'union douanière tendant à instituer un espace douanier unifié avec adoption d'un tarif extérieur commun vis-à-vis du reste du monde ;
- Le marché commun qui doit consacrer l'intégration des économies maghrébines avec la levée des restrictions à la circulation des facteurs de production à travers les frontières nationales des pays membres.

Les Principaux organes : <https://maghrebarabe.org/fr/institutions-de-luma/>

- [Le Secrétariat général](#)
- [Le Conseil consultatif](#)
- [L'Instance judiciaire](#)

- [La Banque maghrébine d'Investissement et de commerce extérieur](#)
- [Académie maghrébine](#)
- [Université maghrébine](#)

UMA - VUE D'ENSEMBLE

L'Union du Maghreb arabe (UMA) est une organisation économique et politique formée par les cinq pays dits du « Maghreb arabe » à savoir l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Tunisie ainsi que la Mauritanie.



	ALGÉRIE	MAROC	LIBYE	TUNISIE	MAURITANIE
Évaluation pays	D	B	E	C	C
Environnement des affaires	C	A4	E	B	D

1- L'ALGÉRIE EN BREF

- **Pays** situé en Afrique du Nord
- **Superficie** : 2 381 741 km²
- **Population**: 43 053 054 (2019)
(<https://countrymeters.info/fr>)
- **Capitale** : Alger
- **Monnaie** : Dinar algérien (DZD)
 $100 \text{ DZD} = 0.6287 \text{ EUR}$
 $100 \text{ EUR} = 15904.61 \text{ DZD}$
- **Langues** : Arabe (officiel), Français, Berbère or Tamazight (officiel); Dialecte kabyle berbère (Taqbaylit), Dialecte chawiya berbère (Tacawit), Dialecte mzab berbère, Dialecte touareg berbère (Tamahaq), Anglais (Langue des affaires)
- **PIB 2020** : 491,46 MM USD
- **Croissance PIB 2020** : - 6 %
- **PIB par habitant** : 3898 USD
- **Niveau de développement** : IDH : 0,75 (2019).
- **Inflation** : 2,4%

<https://fr.countryeconomy.com>

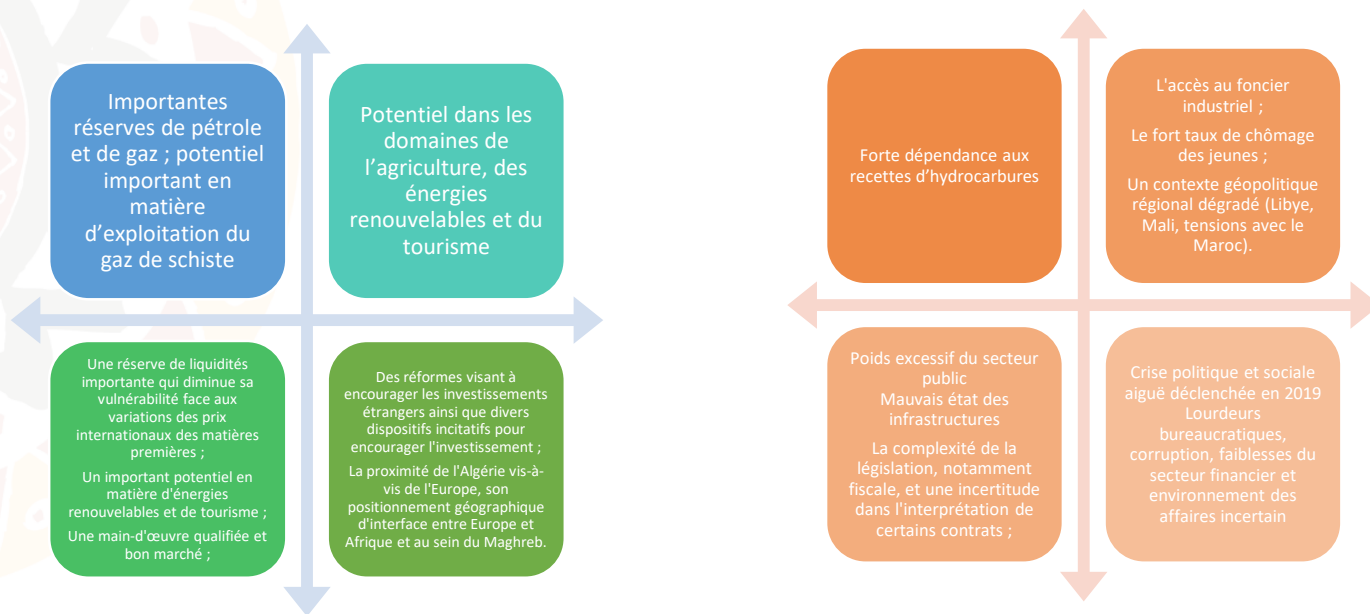


1- L'ALGÉRIE EN BREF

L'Algérie est la quatrième économie du continent africain, avec un PIB de 491 Mds USD en 2020 (environ 3.900 USD par habitant)
En 2019, le déficit budgétaire a atteint 9% du PIB, avec une croissance à 0,7%.

En dépit de cette dégradation de ses finances publiques, l'Algérie a pour principe de ne pas recourir à l'endettement extérieur et elle a préféré, depuis 2018, avoir recours à des politiques non-conventionnelles (création monétaire).

La chute du cours des hydrocarbures depuis 2014 a mis en évidence la nécessité de diversifier l'économie algérienne, dont les revenus proviennent principalement de l'exportation des hydrocarbures (94,5% des exportations).



2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Politique

Liberté politique : 10/40

Libertés individuelles : 22/60

Score: 32/100

Source : [Liberté dans le monde 2019, Freedom House](#)

L'Algérie est une démocratie représentative constitutionnelle. Elle repose sur un régime semi-présidentiel multipartiste.

Le Président de la République est le Chef de l'État. Il est élu au suffrage universel direct pour cinq ans. Il nomme le Premier ministre et son gouvernement sur proposition du Premier ministre. Ce dernier fixe le montant des dépenses et recettes de l'État, et prépare une partie des projets de loi.

À la suite de la libéralisation de la loi électorale en 1997, des dizaines de partis politiques ont fait irruption dans la sphère parlementaire. Cependant, la majorité du pouvoir politique est toujours détenue par le parti présidentiel, le Front de libération nationale (FLN).

- Le Front de libération nationale (FLN) : gauche, détient environ la moitié des sièges au parlement; fut un temps le seul parti autorisé par la loi.
- Le Rassemblement national démocratique (RND) : centriste, libéral; créé à l'origine par le pouvoir militaire comme alternative politique, mais toujours très proche des positions du FLN.
- Alliance de l'Algérie verte : coalition islamiste formée en 2012, vise à remédier au refus apparent du gouvernement de mener des réformes, se compose de plusieurs mouvements, dont le Mouvement de la société pour la paix (Hamas), le Mouvement de la renaissance islamique (Ennahda), et le Mouvement pour la réforme nationale (Islah).
- Parti des travailleurs: parti politique trotskyste en Algérie.

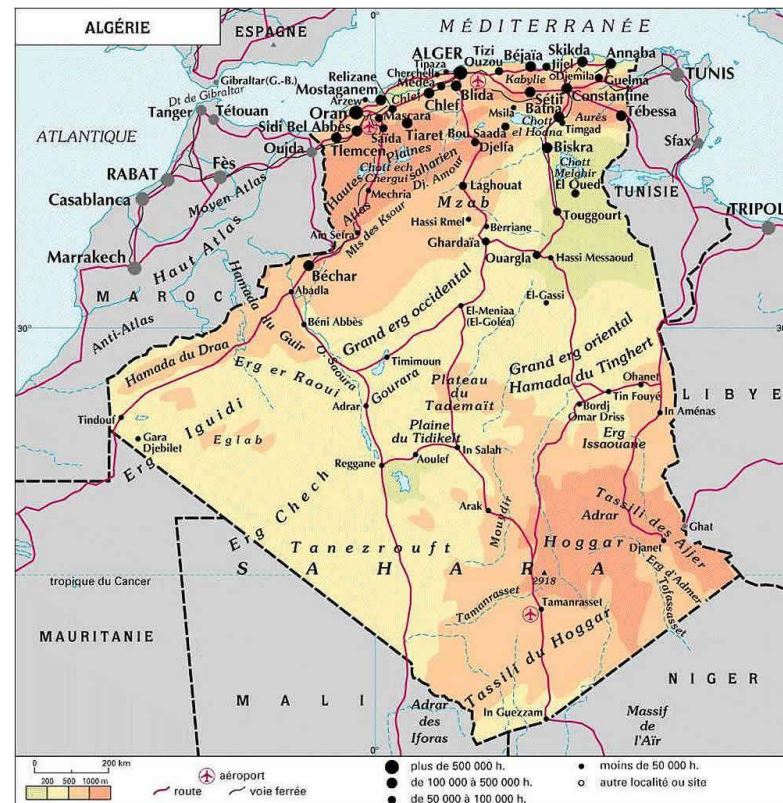
Liberté de la presse : 146/180

[Classement mondial de la liberté de la presse 2019, Reporters Sans Frontières](#)

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Démographie

- **Population totale** : 43 851 043 millions
- **Accroissement naturel** : 1,78 %
- **Population urbaine** : 74 %
- **Densité** : 18,41 habitants / Km²
- **Age moyen** : 28,52 ans
- **Espérance de vie** : 77,06 ans
- **Population active** : 12 231 916 millions (Source : Banque Mondiale)
- **Taux d'activité** : 36,9% (Source : OIT, Laborstat - Yearly Statistics, 2017)
- **Origines ethniques** : Il n'existe pas de statistiques officielles, mais la population est majoritairement amazighe (berbère) et/ou arabe. D'autres ethnies sont également présentes.
- **Religion** : islam sunnite, minorité ibadite (dans la région du Mزاب)
- **Taux d'alphabétisation** : 80,2%
- **IDH** : 91e rang mondial sur 189 – Indice 0,75



2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Fiscalité

- **TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) : 19%**
- Les importations sont soumises à des droits de douane avec les taux suivants : hors taxes, 5%, 15%, 30% ou 60%.

Le taux de la TVA est calculé sur le prix de vente de toutes les activités économiques menées en Algérie et doit être rempli mensuellement, avec les paiements dus au 20ème jour du mois qui suit.

Impôt sur le revenu global (IRG)	Taux progressif jusqu'à 35%
Jusqu'à 10 000 DZD	0%
De 10 001 à 30 000 DZD	20%
De 30 001 à 120 000 DZD	30%
Plus de 120 000 DZD	35%
	Une réduction de 40% de la taxe exigible s'applique (plafonnée à 1 500 DZD)

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Fiscalité

IBS, l'impôt sur les bénéfices des sociétés, est perçu sur tous les bénéfices provenant de l'Algérie, y compris les revenus des agents mandataires de sociétés étrangères et les revenus des sociétés qui ne disposent pas d'un établissement ni d'un agent représentatif mais réalisent un cycle complet d'activités commerciales

IBS - pour les activités de production de biens	19%
IBS - pour les activités de bâtiment, de travaux publics et d'hydraulique ainsi que les activités touristiques et thermales à l'exclusion des agences de voyages	23%
IBS - pour les autres activités	26%
Impôt minimum sur les sociétés	10 000 DZD
Impôt sur les remises de succursale (applicable aux bénéfices transférés à un non-résident par la succursale ou l'établissement stable d'une société étrangère)	15% calculé sur les bénéfices nets (après IBS)

COMPARAISON INTERNATIONALE DE LA FISCALITE DES ENTREPRISES

	Algérie	Afrique du Nord	USA	Allemagne
Nombre de paiements de taxes par an	27,0	17,8	10,6	9,0
Temps requis pour formalités administratives (heures)	265,0	208,2	175,0	218,0
Montant total des taxes en profit %	66	32,3	43,8	49,0

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce

- **IMPORTATIONS DE BIENS : 44 320 549 759 \$** (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **EXPORTATIONS DE BIENS : 34 994 487 958 \$** (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **IMPORTATIONS DE SERVICES : 9 936 571 408 \$** (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **EXPORTATIONS DE SERVICES : 3 324 953 754 \$** (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **BALANCE COMMERCIALE : - 11 014 000 000 \$** (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)

COMTRADE- Dernières données disponibles.

Principaux Partenaires EXPORT

Principaux clients (% des exportations)	2017
Italie	16,0%
France	12,6%
Espagne	11,7%
Etats-Unis	9,9%
Brésil	6,0%
Autres Pays	43,8%

Principaux Partenaires IMPORTS

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	18,1%
France	9,3%
Italie	8,2%
Allemagne	7,0%
Espagne	6,8%
Autres Pays	50,7%

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce Extérieur

Principaux produits & services échangés

46,1 Mds USD de produits importés en 2017	
Froment [blé] et méteil	3,9%
Voitures de tourisme et autres véhicules...	3,6%
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,5%
Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés...	2,7%
Médicaments (à l'excl. des produits du n° 3002,...)	2,5%
Autres Produits	83,8%

35,2 Mds USD de produits exportés en 2017	
Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux	40,0%
Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	36,1%
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	18,3%
Huiles et autres produits provenant de la...	1,6%
Ammoniac anhydre ou en solution aqueuse ...	1,0%
Autres Produits	3,0%

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce Extérieur

Principaux produits & services échangés

3,0 Mds USD de services exportés en 2016	
Autres services aux entreprises ...	50,32%
Transports	22,76%
Services fournis / reçus des...	9,81%
Voyages +	7,09%
Bâtiment et travaux publics	6,85%
Services d'assurance	2,99%
Services culturels et relatifs aux...	0,17%
Redevances et droits de licence	0,02%

10,4 Mds USD de services importés en 2016	
Transports	34,68%
Autres services aux entreprises ...	31,05%
Bâtiment et travaux publics	21,87%
Services fournis / reçus des...	4,66%
Voyages +	4,56%
Services d'assurance	1,65%
Redevances et droits de licence	1,47%
Services culturels et relatifs aux...	0,07%

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce Extérieur

Principaux produits & services échangés

En 2017, l'Italie était la première destination des exportations algériennes (16%), suivie de la France, de l'Espagne, des États-Unis et du Brésil. La Chine était de loin le principal fournisseur de biens en Algérie (18,1% de toutes les importations), suivie de la France, de l'Italie, de l'Allemagne et de l'Espagne. L'Algérie a ratifié l'Accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) en décembre 2019 à Accra, au Ghana. L'accord permet aux États intéressés de bénéficier de l'élimination progressive des barrières tarifaires pendant une période de cinq ans à compter de son entrée en vigueur en juillet 2020. L'accord vise à libérer les États africains de la dépendance à l'égard de l'extraction des matières premières et à promouvoir le commerce interafricain.

Les revenus ont également considérablement diminué avec la chute des prix du pétrole. Après avoir atteint des niveaux records en 2015 et 2016 (respectivement 17,8 milliards USD et 20 milliards USD), le déficit s'est resserré en 2017 (14,2 milliards USD) en raison d'une reprise des exportations de pétrole et d'une diminution des importations. Selon les données de l'OMC, en 2019, l'Algérie a exporté pour 35,8 milliards USD de marchandises alors qu'elle importait des marchandises pour une valeur totale de 41,9 milliards USD. En termes de services, le pays n'a ni importé ni exporté en 2019.

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce Extérieur

Principaux produits & services échangés

Valeurs du commerce extérieur	2015	2016	2017	2018	2019
Importations de biens (millions USD)	51.501	46.727	46.059	46.330	41.934
Exportations de biens (millions USD)	37.787	28.883	35.191	41.797	35.824
Importations de services (millions USD)	10.522	3.069	10.837	10.955	TBD
Exportations de services (millions USD)	3.622	3.561	2.915	3.175	TBD

Prévisions du commerce extérieur	2020	2021 (e)	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	-4,2	0,3	4,7	-2,9	-3,1
Volume of imports of goods and services (Annual % change)	-25,6	3,7	5,2	-9,2	-2,8

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

CROISSANCE

INDICATEURS DE CROISSANCE

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017	2018	2019
Commerce extérieur (<i>en % du PIB</i>)	59,7	55,9	55,9	58,0	52,0
Balance commerciale (hors services) (<i>millions USD</i>)	-17.812	-20.000	-14.241	n/a	n/a
Balance commerciale (services inclus) (<i>millions USD</i>)	-25.385	-27.449	-22.556	n/a	n/a
Importations de biens et services (<i>croissance annuelle en %</i>)	6,9	-2,8	-7,1	-3,6	-5,7
Exportations des biens et services (<i>croissance annuelle en %</i>)	0,5	7,0	-6,1	-4,3	-5,7
Importations de biens et services (<i>en % du PIB</i>)	36,5	35,1	33,2	32,3	29,5
Exportations des biens et services (<i>en % du PIB</i>)	23,2	20,9	22,7	25,6	22,6

Source : FMI - World Economic Outlook Database, avril 2021

Note 1 : (e) Données estimées

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

CROISSANCE

INDICATEURS DE CROISSANCE

Les hydrocarbures restent la principale source de revenus de l'Algérie, mais la dégringolade des cours du pétrole et du gaz ces dernières années a aggravé les problèmes financiers du pays. Qui plus est, la Covid-19 est venu s'ajouter à la tourmente d'Alger.

Cette situation a forcé le gouvernement à passer à un régime d'austérité et à suspendre notamment les dépenses et les investissements prévus pour 2020. Toutefois, le pays dispose toujours d'importantes ressources en uranium, or et phosphates. Ces derniers étant largement employés dans l'agriculture comme engrais. L'Algérie souhaite développer ces secteurs. Donc, le pays a besoin d'argent. Dans ce contexte, le Président Abdelmadjid Tebboune a souligné que l'Algérie était prête à s'engager dans cette voie avec l'aide de partenaires étrangers

Le taux de chômage en Algérie a atteint deux pics à environ 14 % en 2018 et 2020. Selon les estimations du Fonds monétaire international, le taux de chômage en Algérie devrait augmenter plus fortement pour atteindre environ 19 % d'ici 2026.

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017	2018	2019
Dinar algérien (DZD) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	107,46	116,43	125,36	137,57	134,16

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Investissement / Doing Business

	ALGÉRIE	Afrique subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	4,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

NOTE:

*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes.

**Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables.

*** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit.

**** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2017	2018	2019
Flux d'IDE entrants (millions USD)	1.232	1.466	1.382
Stocks d'IDE (millions USD)	29.108	30.574	31.956
Nombre d'investissements greenfield*	22	18	24
Value of Greenfield Investments (million USD)	1.338	9.259	2.316

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Investissement / Doing Business

Au cours des dix dernières années, nous avons pu observer une réorientation des IDE vers le marché domestique, grâce à la prolifération de projets de développement dans les transports et les infrastructures. La Chine et la Turquie ont beaucoup investi en Algérie, surpassant ainsi la France, qui occupait historiquement la place de premier investisseur dans le pays.

La visite du Président turc Recep Tayyip Erdogan en Algérie et le Forum des affaires turco-algériens, qui s'est tenu en février 2018, ont également mis en lumière cette évolution récente. L'un des principaux investisseurs est BAIC International (Chine), avec un investissement de 100 millions USD dans une usine manufacturière. Parmi les autres grands investisseurs figurent Hyundai et Ford.

Au niveau national, la Chine, Singapour, l'Espagne et la Turquie sont les principaux investisseurs; tandis que l'industrie, le tourisme, la construction et l'agriculture sont les secteurs qui reçoivent le plus d'IDE.

Les pays investisseurs	2017, en %
Chine	24,0
Singapour	22,0
Espagne	17,0
Turquie	16,0
Allemagne	2,0
Afrique du Sud	2,0
France	2,0

Les secteurs investis	2017, en %
Stockage	23,0
Industrie Minière	22,0
Immobilier	12,0
Métaux	10,0
BTP	10,0
Textile	6,0

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Relations avec la communauté internationale

L'Algérie est un acteur régional majeur qui s'affirme comme un pôle de stabilité dans le monde arabe et africain. L'Algérie s'attache à diversifier ses partenariats, en particulier avec la Russie, la Turquie, les États-Unis et la Chine. Le domaine militaire et sécuritaire constitue le volet principal de ses relations avec la Russie, partenaire historique. L'Algérie s'attache également à développer ses relations économiques avec la Turquie comme en témoigne la visite en Algérie du Président Erdogan les 26 et 27 janvier 2020. L'Algérie a en outre développé une importante coopération sécuritaire avec les États-Unis, comme l'illustre la visite à Alger du secrétaire à la Défense Mark Esper le 1er octobre 2020.

La diplomatie algérienne reste d'autre part attachée aux relations avec ses principaux partenaires européens que ce soit au niveau bilatéral (France, Espagne, Italie, Allemagne) ou avec l'Union Européenne avec laquelle elle a conclu un accord d'association signé en 2002 et entré en vigueur en 2005.

La Chine est un partenaire stratégique et le premier fournisseur de l'Algérie (18,25% en 2019). Les Chinois, souvent employés sur les grands projets d'infrastructures, constituent aujourd'hui la première communauté expatriée en Algérie (environ 70 000).

Le 13 novembre 2020, après les tensions dans la zone de Guerguerat au Sahara, qui ont constitué la première rupture du cessez-le-feu depuis 1991, le ministère algérien des Affaires étrangères a appelé à la cessation immédiate des opérations militaires. L'Algérie entretient des relations cordiales avec la Tunisie.

Le dossier du Mali est très suivi par Alger.

Au sein de l'Union africaine (UA), l'Algérie porte la réflexion sur la mise en place d'une Capacité africaine de réaction immédiate aux crises (CARIC). Le 9 et 10 avril 2018, l'Algérie a co-organisé avec l'UA une « conférence sur le financement du terrorisme en Afrique » rassemblant les délégués des pays africains. Enfin, à l'occasion du 33ème sommet de l'UA le 9 février 2020, Abdelmajid Tebboune a annoncé la création d'une Agence algérienne pour la coopération internationale pour aider les pays africains, notamment du Sahel.

L'Algérie est enfin activement engagée dans le dialogue en Méditerranée occidentale (initiative « 5 + 5 ») : Alger a ainsi participé, à la réunion des Ministres des Affaires étrangères du dialogue 5+5, par visioconférence, le 22 octobre 2020.

3- RISQUES DU PAYS

Commerce

LES COOPÉRATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES

Convention internationales

Signataire du [Protocole de Kyoto](#)

Signataire de la [Convention de Washington](#) sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction

Signataire de la [Convention de Bâle](#) sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et de leur élimination

Signataire du [Protocole de Montréal](#) relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

Les coopérations économiques internationales

[Accord d'association avec L'Union européenne](#)

[Membre de l'Union africaine](#)

[Membre de la Ligue arabe](#)

[Membre de l'Union du Maghreb arabe](#)

Membre de la Zone Arabe de Libre Echange (ZALE).

Le pays a signé un [accord commercial](#) avec 21 autres pays dans le cadre du cycle de São Paulo du Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC).

L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

L'Algérie n'est pas membre de l'OMC.

3- RISQUES DU PAYS

Investissement

Créer une entreprise	ALGÉRIE	Afrique subsaharienne
Procédures (nombre)	12,00	7,80
Temps (jours)	18,00	27,30

Sources : Doing business

L'agriculture représente 12% du PIB et emploie 9,7% de la population active (Banque mondiale, 2019). Les principales cultures sont le blé, l'orge, l'avoine, les agrumes, les raisins de cuve, les olives, le tabac et les dattes. L'Algérie produit une grande quantité de liège et est un éleveur important.

La crise provoquée par la pandémie ne semble pas avoir eu d'impact négatif sur le secteur primaire. Les responsables du gouvernement algérien rapportent que l'Algérie dispose de stocks alimentaires suffisants pour répondre à la demande alimentaire intérieure. Cependant, la demande alimentaire a augmenté pour la semoule et la farine, principalement depuis le début de l'épidémie de Covid-19.

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	9,7	30,7	59,6
Valeur ajoutée (en % du PIB)	12,0	37,4	45,9
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	2,3	1,1	3,5

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

3- RISQUES DU PAYS

Covid-19

La propagation du [virus de Covid-19](#) met l'Algérie au bord de la catastrophe sanitaire. La barre des 1500 cas journaliers est dépassée lundi 26 juillet et ce n'est que la partie visible de l'immense iceberg de la pandémie.

La situation s'est [nettement aggravée](#) par l'inadaptation des structures de santé, dépourvues de moyens de prise en charge de la maladie, en tout cas pas suffisamment outillées pour faire face à un afflux important de personnes atteintes. Dans les hôpitaux, c'est la panique et les images qui en parviennent sont insupportables.

ITEM	LIEN / info
ÉVOLUTION ÉPIDÉMIE COVID 19	https://www.coronavirus-statistiques.com/stats-pays/coronavirus-nombre-de-cas-en-algerie/
MESURES SANITAIRES	https://eg.usembassy.gov/u-s-citizen-services/covid-19-information/
RESTRICTIONS SANITAIRES	https://www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/travelers/map-and-travel-notices.html?lien_externer_oui=Oui https://infopages.traveldoc.aero/information/coronavirus?lien_externer_oui=Oui
RESTRICTIONS IMPORT/EXPORT	https://douane.gov.dz/?lien_externer_oui=Oui
PLAN DE RELANCE	https://www.mfdgi.gov.dz/index.php/8-contenu-en-francais/actualites/1629-mesures-fiscales-de-soutien-aux-entreprises-covid-19?lien_externer_oui=Oui
PLAN DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES	https://www.worldbank.org/en/data/interactive/2020/04/14/map-of-sme-support-measures-in-response-to-covid-19?lien_externer_oui=Oui

3- RISQUES DU PAYS

Selon les estimations du FMI, le chômage a atteint 14,2% de la population en 2020, contre 11,4% en 2019, en raison de la crise de Covid-19. Selon la Banque mondiale, le chômage est le plus élevé parmi les jeunes, les femmes et les diplômés en raison de l'inadéquation des compétences sur le marché du travail. Selon les estimations du FMI d'avril 2021, le chômage sera de 14,5% en 2021 et de 14,9% en 2022. Il existe également de grandes différences entre les conditions de vie en ville et en milieu rural. L'instabilité causée par des groupes radicaux aux frontières de l'Algérie reste un facteur de risque.

Les manifestations régulières (connues sous le nom de Hirak) se sont poursuivies conduisant à deux reports de l'élection présidentielle, qui s'est finalement tenue en décembre 2019. Abdelmajid Tebboune, Premier ministre de Bouteflika en 2017, est sorti vainqueur. Il tente de distinguer son administration de celle de son prédécesseur par sa transparence. Il s'est aussi engagé à répondre aux revendications du Hirak en engageant une réforme constitutionnelle approuvée par référendum le 2 novembre 2020, mais avec un faible taux de participation (23,7%). Le gouvernement espère que l'élection parlementaire et la réforme constitutionnelle permettront de réduire le risque politique et social. La prévalence de la pauvreté, le manque d'opportunités d'emplois et le contexte économique difficile, exacerbés par la crise sanitaire, ainsi que le sentiment que rien ne change vraiment dans la gouvernance, alimenteront probablement le mécontentement.

Avec la Covid-19, le gouvernement a augmenté ses dépenses en matière de santé (0,2% du PIB), mais aussi en aides sociales et économiques dans le cadre d'un plan de soutien (1% du PIB). Dans le même temps, les recettes fiscales (provenant à 41% des hydrocarbures) ont chuté. Malgré les coupes dans les dépenses en capital ou courantes (hors subventions représentant plus de 8% du PIB), le solde public, traditionnellement déficitaire, s'est creusé. En 2021, il ne devrait que légèrement reculer, car les dépenses pour soutenir l'économie resteraient élevées, alors que les recettes n'augmenteraient que faiblement. L'endettement extérieur demeurera faible (moins de 1% du PIB),

D'autres parts, les mesures protectionnistes, ainsi que la corruption, la bureaucratie, un secteur financier faible et l'insécurité juridique en termes de droits de propriété intellectuelle sont de sérieux obstacles à l'investissement. Jusqu'en 2019, la participation d'un investisseur étranger dans une entreprise algérienne était limitée à 49% et les entrepreneurs étrangers sont contraints de trouver des partenaires locaux pour les appels d'offres publics. Cependant, le gouvernement du Président Abdelmadjid Tebboune a éliminé la soi-disant restriction «51/49» qui exigeait la participation majoritaire algérienne de toutes les nouvelles entreprises. L'exigence sera maintenue pour les «secteurs stratégiques», identifiés comme les hydrocarbures, les mines, la défense et la production pharmaceutique. Le gouvernement a également approuvé une nouvelle loi sur les hydrocarbures, améliorant les conditions fiscales et la flexibilité des contrats afin d'attirer de nouveaux investisseurs internationaux. Suite à la promulgation de cette loi, les grandes compagnies pétrolières internationales ont signé des protocoles d'accord avec la compagnie nationale d'hydrocarbures Sonatrach. L'Algérie était classée 157e sur 190 pays dans le rapport [Doing Business 2020](#) publié par la Banque mondiale, au même rang que l'année précédente. Pour le moment, il n'y a pas d'estimation officielle de l'impact de la crise de la Covid-19 sur les investissements étrangers en Algérie, bien qu'un effet négatif soit attendu.

| 4- ALGÉRIE/MAROC

Echanges commerciaux

Malgré les relations tendues avec le Maroc à cause de l'affaire du Sahara et la fermeture des frontières algéro-marocaines depuis 1994, l'Algérie demeure le 2^e partenaire commercial du royaume en Afrique.

En 2020, le volume d'échanges commerciaux entre les deux pays a atteint 593 M USD. Des échanges qui restent en deçà de l'immense potentiel des ressources des deux pays voisins et de leur complémentarité.

Principaux produits exportés vers le Maroc : dattes, ouvrages en verre, produits chimiques et combustibles.

Principaux produits importés du Maroc : tôle en fer ou en acier, café, engrais et produits textiles.

5- SYNTHÈSE

Perspectives économiques en Algérie

La pandémie de Covid-19 a eu des répercussions importantes sur l'économie algérienne en 2020. Outre ses conséquences néfastes sur le plan sanitaire, la pandémie est venue aggraver d'autres facteurs négatifs, tels que la chute du prix du pétrole, ce qui a plongé l'économie algérienne dans la récession. Le PIB réel a baissé de 4,7 % en 2020, après une très faible croissance de 0,8 % en 2019. Les mesures mises en place pour contenir la Covid-19 ont eu de sérieuses répercussions sur les secteurs des services et de la construction, qui ont connu de nombreuses suppressions d'emplois. La baisse des recettes d'exportations de pétrole et de gaz a contribué à creuser davantage les déficits publics et externes. Ainsi, le déficit budgétaire a plus que doublé, passant de 5,6 % du PIB en 2019 à 13,6 % en 2020, sous la pression combinée d'une chute des recettes des hydrocarbures qui représentent une large part des recettes publiques, et des dépenses publiques importantes afin d'atténuer les retombées économiques de la crise sanitaire. Le déficit de la balance courante a également augmenté, passant de 10 % du PIB en 2019 à 14,8 % en 2020, en raison de la forte dépendance du pays aux exportations d'hydrocarbures et des importations structurellement élevées. En conséquence, le niveau des réserves en devises a graduellement baissé, pour atteindre un niveau couvrant seulement 12 mois d'importations à la fin de 2020 alors qu'il en couvrait 13,6 mois à la fin de 2019. Afin de fournir aux banques une liquidité supplémentaire pour financer l'économie, la Banque d'Algérie a nettement baissé le ratio des réserves obligatoires à 3 % en septembre 2020 alors qu'il était de 12 % en février 2019. En 2020, l'inflation était de 2,4 %, comparativement à 2 % en 2019. toutefois, si le gouvernement recourt au financement monétaire du déficit budgétaire, il pourrait sur la durée restreindre l'objectif de la politique monétaire de limiter les flambées inflationnistes.

La piste vaccination pour la reprise

La croissance pourrait revenir dès 2021 à partir du moment où les vaccins permettraient un contrôle mondial de la pandémie, ce qui relancerait l'économie mondiale. Dans ce cas de figure, il se produirait un rebond important de la croissance réelle estimée à 3,4 % du PIB en 2021. Un retour à un niveau élevé de croissance permettrait une réduction importante du déficit budgétaire global qui passerait à 10,3 % du PIB en 2021 et à 8,7 % en 2022. La tendance serait similaire pour le déficit de la balance courante, qui serait ramené à 13,8 % en 2021 et 11,1 % en 2022. Cependant, l'Algérie devrait approfondir les mesures pour élargir l'assiette fiscale, portée par la loi de finances de 2021, et mettre en place un programme visant à diversifier son économie en vue de limiter la dette publique interne.

Dans le cas contraire, la forte dépendance de l'économie algérienne aux hydrocarbures continuera d'entraver ses perspectives de développement sur le moyen terme.



Source: African Economic Outlook (AEO) 2021

Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.